

*Le budget—M. Heap*

demi-milliard de dollars. Les sommes qui, sur le plan fiscal, ne sont pas considérées comme un revenu ont fait perdre l'an dernier à notre pays plus de 6 milliards de dollars. Presque 7 milliards de dollars en exemptions dont profitent quasi exclusivement des gens qui gagnent plus de \$100,000 par année n'ont pas été touchés par le ministre bien qu'il ait annoncé à cor et à cri un budget équitable et une réforme fiscale.

Pourquoi cette injustice? Je ne suis pas de ceux qui croient que le ministre est imprudent, mal informé, stupide ou irréflectif. Je pense au contraire que c'est un homme très réfléchi. Je pense qu'il a un plan et j'ai lu sa brochure intitulée «Le développement économique du Canada dans les années 80». Je crois y avoir découvert pourquoi il est si dur pour les travailleurs. Le fait est que le ministre semble croire que le Canada des années 80 et 90 n'aura pas besoin de travailler. Il ne croit pas que nous aurons alors besoin d'hommes et de femmes assez mûrs, formés, souples, et responsables. Il ne croit pas que nous aurons besoins d'hommes et de femmes qui veulent travailler, acquérir des compétences, s'organiser en syndicat afin de jouir de bonnes conditions de travail, ou élever leur famille et améliorer leur habitat. Le ministre ne croit pas que nous ayons besoin de ces citoyens. Il veut plutôt des immigrants spécialisés qui parcoureront le pays et travailleront dans le cadre de projets que ses amis les banquiers auront choisis pour eux.

Je songe par exemple aux projets qui sont réalisés dans le Nord et qui sont pour la plupart des projets de construction, de transport et d'extraction. Dans les cinq prochaines années, 60 milliards de dollars—soit \$1,200 par année et par travailleur canadien—seront déboursés par le gouvernement pour financer l'extraction et le transport en vrac de matières premières. Cela concerne 42 projets. Des pipelines achemineront le pétrole et le gaz vers l'est du Canada, à ce que dit le ministre, mais ce pourrait tout aussi bien être vers l'est des États-Unis. Les projets de transport viseront surtout les marchés étrangers. Il y aura des envois en vrac vers les marchés d'exportation.

Les expéditions de charbon s'élèveront de 125 p. 100 et se feront surtout vers le Japon. Celles d'engrais s'élèveront de 78 p. 100. Mais les exportations de céréales n'augmenteront que de 38 p. 100, et les autres, y compris celles des produits manufacturés, de 48 p. 100 seulement. Autrement dit, nous allons tuer le service voyageurs de VIA Rail pour le plaisir de vider le sous-sol canadien au profit des étrangers.

Le budget des armements augmente de 17 ou 18 p. 100 cette année. A ce rythme, cela veut dire que l'on consacra en cinq ans 40 milliards de dollars ou environ \$1,600 par Canadien, homme, femme et enfant, à des œuvres de mort.

L'industrie agro-alimentaire est axée sur les exportations tandis que les prix augmentent chez nous et que nos agriculteurs abandonnent la terre. On néglige la transformation des matières premières. Le ministre refuse le protectionnisme, c'est ce qu'il dit. Il poursuit un dialogue avec les grandes sociétés canadiennes dans le cadre duquel il ne fait aucun cas des syndicats. Il a livré l'industrie du textile à une série de financiers qui n'ont absolument aucun intérêt à protéger les emplois des travailleurs de l'industrie du textile et de la chaussure. Le ministre a tué l'Agence d'examen de l'investissement étranger, ou l'a tout au moins chloroformée. Il a dit que le Canada continuerait à accueillir les capitaux étrangers et la technologie étrangère. Dans les intérêts de qui? Il annonce

dans son budget que le gouvernement du Canada est entièrement acquis à la promotion de la mobilité des ressources—financières et humaines—et c'est là la clef. Le ministre veut supprimer toute protection pour ceux qui ne comptent pas parmi les plus forts. Il veut pouvoir livrer aux puissants nos ressources naturelles et nos travailleurs de sorte qu'ils puissent exploiter nos matières premières et les expédier à l'étranger.

Le regretté John Diefenbaker disait il y a quelques années que le Canada était en train de devenir une république de bananes. Il avait partiellement raison. L'ennui, c'est que non seulement nous sommes en train de devenir une république de bananes, mais que nous n'aurons même pas l'argent pour acheter les bananes.

Nous en sommes réduits à nous demander de qui le ministre est le serviteur. Ces mesures politiques ont-elles été dictées par les financiers de New York, comme dans le cas du blocage des salaires de 1975? Dans l'une de ses brochures, le ministre laisse entendre que si les demandes salariales sont excessives, il faudra intervenir. Voilà une insinuation fort subtile, mais nous en entendrons parler davantage au cours des prochains mois.

Ce budget nous rappelle l'avertissement lancé il y a 30 ans par feu le général McNaughton, qui avait affirmé que nous deviendrions des coupeurs de bois et des porteurs d'eau. En fait, ce budget va de pair avec les propositions constitutionnelles qui nous ont été offertes il y a deux semaines par le premier ministre et qui constituent une attaque contre les droits fondamentaux des Canadiens et surtout une violation flagrante des droits des femmes, de la collectivité francophone du Canada et des autochtones. Ce budget vise à l'exploitation des travailleurs et notamment à se servir de ces trois groupes pour couper l'herbe sous le pied des autres Canadiens. En d'autres termes, ce budget est un budget de phalocrate; c'est un budget d'homme blanc; c'est un budget d'anglais. C'est un affront aux Canadiens, et la Chambre doit le rejeter.

● (1730)

**L'hon. Don Mazankowski (Végréville):** Monsieur l'Orateur, je commencerai par dire que depuis treize ans que je siège à la Chambre des communes, jamais je n'ai vu un budget susciter une réprobation aussi universelle. Il n'est pas exagéré de dire que le budget va chercher l'argent dans les poches des pauvres pour aider ceux qui sont dans la détresse. J'aurais espéré que le ministre d'État aux Finances (M. Bussièrès) essaie de clarifier certains des éléments du budget. J'aurais espéré, par exemple, que le ministre s'emploie à expliquer ce qu'on entend dans le budget par les expressions «entreprises en difficulté financière» et «agriculteurs en mauvaise situation financière». Ces expressions ont une importance fondamentale dans le passage où le gouvernement cherche à expliquer pourquoi il prolonge le programme des obligations pour l'expansion de la petite entreprise. Je crois savoir qu'aujourd'hui, les banques publient des avis annonçant qu'elles n'émettront pas d'obligations pour l'expansion de la petite entreprise à compter du 12 novembre tant qu'elles n'auront pas obtenu de plus amples éclaircissements.

Le gouvernement a qualifié l'inflation d'ennemi public numéro un dans son budget, et pourtant il s'applique à en rejeter la faute sur tout le monde sauf sur lui-même et invite tout le monde à partager la tâche onéreuse de restaurer une économie saine et de faire échec à l'inflation. Il ne se présente pas comme un important participant, ni comme quelqu'un qui